



Angers, le 10 juin 2024.

Déclaration Pré liminaire :
Comité Social d'Administration territoriale du 10 juin 2024

Madame la Présidente,

Le président Macron, pompier pyromane, a encore sévi ! Adopter une politique de l'intérieure d'extrême droite, porter une politique toujours plus anti-sociale, diviser les citoyens et nous voilà 2 ans après le début de ce mandat, tristes, en colère, effrayés et désabusés.

Le CJPM était soi-disant pensé pour diminuer le nombre de mineurs détenus, or il n'en est rien. Il devait aussi garantir comme principe premier l'éducatif et non le répressif. Qu'en est-il aujourd'hui, presque 3 ans après le début de sa mise en œuvre ?

Les tribunaux pour enfants sont embolisés, les déferements se multiplient et les détentions provisoires également. Pourtant, les chiffres sont têtus ! Comme le rappelle la CGT PJJ dans sa déclaration en vue d'un CSA DPJJ : « la délinquance des mineurs baisse, le taux de réponse pénale des procédures concernant les mineurs avoisine les 90%, et on n'a jamais autant incarcéré de mineurs en France ».

Et maintenant, non seulement nous devons lutter contre l'installation de l'extrême-droite, favorisée par les politiques libérales de ce gouvernement mais aussi contre une réforme de la Fonction Publique à venir qui va poursuivre la casse généralisée mise en œuvre depuis 2017. Jusqu'où iront-ils pour provoquer le chaos ?

Madame La Présidente, vous êtes porteuse des directives de notre administration. Vous devez déjà faire avec un budget amputé de presque 20% sur notre territoire. Que pouvons-nous offrir comme accompagnement digne de ce nom à nos mineurs ? Nos moyens sont d'ores et déjà exsangues. Les postes de correspondant insertion ont pour effet de retirer un poste de MO. Les postes de cadres à la PJJ ne font plus rêver depuis longtemps et les appels à mission pour ceux de l'EPE Maine-Anjou sont restés lettre morte. Piétiner les valeurs qui ont fondé notre administration désespère les agents qui continuent pourtant d'œuvrer, avec leurs pauvres moyens, pour les enfants qui leur sont confiés.

Au-delà de ce constat désastreux, la DPJJ reste sourde à nos revendications :

- Donner de véritables moyens aux agents de travailler pour et avec les enfants

- Ouvrir des hébergements collectifs et diversifiés de secteur public
- Baisser la norme de prise en charge en milieu ouvert
- Arrêter le tout CEF, orientation répressive et maltraitante qui n'a jamais fait ses preuves (avec plus de 20 ans de recul, on peut le dire !)

L'histoire se rappellera de ce gouvernement qui a ouvert en grand la porte à l'extrême-droite.

Les administrations ont perdu leurs boussoles et continuent d'obéir aux donneurs d'ordre sans aucun recul ni réflexion. La DPJJ doit, impérativement, se réveiller et retrouver sa mission de protection en réaffirmant la primauté de l'éducatif sur le répressif.

Il est urgent d'arrêter de courir après l'extrême-droite et d'appliquer un moratoire sur toutes les réformes imposées par ce gouvernement aux abois.

Ce CSA intervient alors que le bruit de bottes se fait de plus en plus assourdissant. Qui, au sein de notre administration, va se lever pour faire entendre une autre voix ?

L'heure est trop grave pour que nous acceptions de siéger, vous comprendrez que la CGT PJJ GO refuse de participer à des débats qui nous apparaissent ce matin tellement éloignés de l'urgence citoyenne.